



**PRÉFET  
D'ILLE-  
ET-VILAINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N°44936-1  
portant modification de l'arrêté préfectoral n° 44936 du 8 juillet 2024  
autorisant la société OD PLAST à exploiter une installation de fabrication de tubes  
et gaines en matière plastique sur la commune de BAIS**

**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

**VU** l'annexe III de la directive n°2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

**VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 512-7 à L. 512-7-7 et R. 512-46-1 à R. 512-46-30 ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

**VU** le décret du 19 novembre 2025 portant nomination du préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine, M. Franck ROBINE ;

**VU** l'arrêté ministériel, pris en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement, du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions générales applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ;

**VU** l'arrêté du 5 février 2020 pris en application du point V de l'article L. 171-4 du code de la construction et de l'habitat ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 44936 du 8 juillet 2024 portant autorisation environnementale d'exploiter une installation de fabrication de tubes et gaines en matière plastique située au lieu-dit Béro à Bais par la société OD PLAST ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

**VU** le dossier de porter à connaissance en date du 4 août 2025 présenté par la société OD PLAST à Bais ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 23 septembre 2025 ;

**VU** le courrier en date du 26 septembre 2025 par lequel l'exploitant a été invité à présenter ses observations sur le projet d'arrêté ;

**VU** les observations de l'exploitant en date du 7 octobre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que l'économie générale du projet initial n'est pas sensiblement modifiée ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier prévoit que les flux thermiques émis par un incendie restent confinés dans les limites de propriété de l'établissement ;

**CONSIDÉRANT** que les rejets émis par les machines de travail du bois sont canalisés et que les déchets produits sont stockés dans un nouveau local ne remettant pas en cause le risque incendie ;

**CONSIDÉRANT** que ces modifications ne constituent pas une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement mais que toutefois, les nouvelles activités envisagées nécessitent d'être encadrées par de nouvelles prescriptions ;

**CONSIDÉRANT** que, dans ces conditions, il n'y a pas lieu de solliciter de la part de l'exploitant le dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de mettre à jour les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 44936 du 8 juillet 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que l'article R. 512-46-22 du code de l'environnement susvisé permet de fixer des prescriptions complémentaires que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement rend nécessaire ;

**Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;**

## **ARRÊTE :**

### **Article 1<sup>er</sup> : Modification de prescriptions**

La constitution du site définie au chapitre 1.2 « Nature des installations » de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 8 juillet 2024 susvisé est modifié comme suit :

« La constitution du site est constituée :

- d'un bâtiment dédié au stockage des déchets entrants, au concassage, au broyage et à la micronisation ;
- d'un bâtiment de mélange des matières (PVC en poudre et additifs) ;
- d'un bâtiment d'extrusion au sein duquel des machines de travail du bois sont installées ;
- des bâtiments inutilisés ou affectés à la maintenance (stockage de pièces de rechange par exemple) ;
- d'une zone extérieure d'entreposage des matières premières à l'air libre ou sous des tunnels (structure métallique et bâche) ;
- d'une zone extérieure d'entreposage de certaines matières premières en silos ;
- d'une zone d'entreposage des produits finis ;
- d'un local annexe permettant le stockage de la sciure issu du bâtiment d'extrusion. »

### **Article 2 : Ajout de prescriptions**

Au chapitre 2.1 « Conception des installations et limitation des rejets » de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 8 juillet 2024 susvisé, sont rajoutées les dispositions suivantes :

« Les poussières issues des machines de travail du bois sont captées à la source et canalisées par un système d'aspiration relié à un cyclone qui rejette l'air au niveau d'un exutoire. Les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.

Le tableau du chapitre 2.1 susmentionné, répertoriant les configurations des points de rejets, est complété comme suit :

«

Installations associées	Numéro d'exutoire	Traitement	Diamètre (m)	Débit (Nm3/h)	Hauteur du point de rejet (m par rapport au sol)
Machines de travail du bois	2	Cyclone	0,6	3500	7,5

»

**Article 3 : Remplacement de prescriptions**

L'article 2.1.1 « Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés » de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 8 juillet 2024 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire.

Paramètre	Flux d'assujettissement	VLE
Poussière exutoire n°1	< 1 kg/h	100 mg/m³
	> 1kg/h	40 mg/m³
Poussière exutoire n°2	< 1 kg/h	100 mg/m³
	> 1kg/h	40 mg/m³

»

Le chapitre 7.2 « Production de déchets, tri, recyclage et valorisation » de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 8 juillet 2024 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Identification	Nomenclature Déchets	Mode de stockage	Quantité annuelle	Destination
Emballages en papier, carton	15 01 01	Balle	21 tonnes	Valorisation
Emballages plastiques (film, cerclage)	15 01 02	Balle	35 tonnes	Valorisation
Emballages métalliques (feuillards)	15 01 04	Benne	61 tonnes	Valorisation
Huiles usagées	13 02 08*	Cuve plastique	2 900 litres 5 220 kg	Traitement/valorisation
Flacons Encres	15 01 10*	Bac plastique de 900 litres	5 220 litres	Traitement/valorisation
Boues microstation	20 03 04	Vidange par camion	7 250 litres	Traitement
Boues de séparateurs d'hydrocarbures	13 05 02*	Vidange par camion	20 300 litres	Traitement
DIB	20 03 01	Benne	464 tonnes	Incinération/enfouissement

Identification	Nomenclature Déchets	Mode de stockage	Quantité annuelle	Destination
Aérosols vides	16 05 04*	Fût de 200 litres	1 160 litres 232 kg	Recyclage
Bois (chevrons, palettes)	15 01 03	Benne	189 tonnes	Valorisation
		Vrac	87 tonnes	Recyclage (granulés)
Déchets souillés	15 02 02*	Fût de 200 litres	1 160 litres 928 kg	Recyclage
DEEE	20 01 35* 20 01 36	Benne	145 kg	Recyclage
Résidus plastiques de broyage	12 01 99 16 01 19	Caisse de 1 000 litres		Valorisation
Eaux de Broyage	12 01 99 16 10 02	Cuve intégrée au broyeur		Traitement
Bois (Sciure et chute)	03 01 05	Annexe de stockage	500 m <sup>3</sup>	Valorisation

»

#### **Article 4 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes :

1°- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publicité du présent arrêté ;

2°- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux (adressé au préfet d'Ille-et-Vilaine) ou hiérarchique (adressé au ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche) dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° susvisés dans les conditions fixées par l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site : <https://www.telerecours.fr>.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (art. R. 181-51 du code de l'environnement).

## **Article 5 : Publicité**

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Bais et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

## **Article 6 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le sous-préfet de Fougères-Vitré, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne et l'inspection des installations de l'environnement, spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la commune de Bais et à la société OD PLAST.

Fait à Rennes, le **22 DEC. 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général



Pierre LARREY